

Rapport financier 2013 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Bromont

Code géographique : 46078

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Richard Joyal, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Bromont pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013.
(Nom de l'organisme)

Date 2014-05-05

Signature



TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Ville de Bromont, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2011, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Fondement de l'opinion avec réserve

La Ville perçoit des droits auprès des exploitants de carrières et sablières dont il n'est pas possible d'en auditer l'intégralité de façon satisfaisante. Par conséquent, notre audit de ces produits s'est limité aux montants inscrits dans les comptes de la Ville et nous n'avons pas pu déterminer si des ajustements pourraient devoir être apportés aux montants consolidés de revenus d'imposition de droits, de l'excédent de l'exercice et des flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 ainsi que des actifs financiers, des actifs financiers nets et des fonds réservés au 31 décembre 2011.

Opinion avec réserve

À notre avis, à l'exception des incidences possibles du problème décrit dans le paragraphe « Fondement de l'opinion avec réserve », les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Bromont et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2011, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Bromont inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 15, 16 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Sauveur Bélair / Deloitte - Tache sauveur

(1) Comptable agréé auditeur permis no 19645

DATE 2012-05-07

Dernière modification : 2012-05-03 19:15:11

Réservé au ministère

50 460 925	5 824 830	14 492 060	1,0713
------------	-----------	------------	--------

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	Réalizations 2012		Budget 2013		Réalizations 2013		
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	19 500 957	20 298 900	20 804 240			20 804 240
Compensations tenant lieu de taxes	2	58 990	87 370	867 342			867 342
Quotes-parts	3					96 000	
Transferts	4	1 083 154	975 960	1 657 671		42 487	1 700 158
Services rendus	5	1 306 449	1 143 440	1 230 338		181 400	1 411 738
Imposition de droits	6	2 444 259	1 319 240	1 578 462			1 578 462
Amendes et pénalités	7	634 867	516 090	544 435			544 435
Intérêts	8	166 559	145 000	232 817		3 301	236 118
Autres revenus	9	64 444	3 000	72 072		219 894	118 866
	10	25 259 679	24 489 000	26 987 377		543 082	27 261 359
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	1 483 538		7 884		105 000	7 884
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14	45 522	40 480	46 238			46 238
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	1 529 060	40 480	54 122		105 000	54 122
	18	26 788 739	24 529 480	27 041 499		648 082	27 315 481
Charges							
Administration générale	19	2 432 110	2 492 980	2 458 488	73 563		2 532 051
Sécurité publique	20	4 738 891	4 684 940	4 706 498	411 955		5 118 453
Transport	21	2 923 440	3 202 740	3 462 563	2 252 291	361 934	5 875 788
Hygiène du milieu	22	2 835 603	3 140 770	3 254 482	844 159		4 098 641
Santé et bien-être	23	27 366	34 850	24 939			24 939
Aménagement, urbanisme et développement	24	2 666 838	2 777 830	2 554 512	26 829	245 503	2 653 744
Loisirs et culture	25	2 028 027	2 515 320	2 327 536	307 837		2 635 373
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	1 350 462	1 500 570	1 409 010		1 468	1 410 478
Amortissement des immobilisations	28	3 372 080	3 963 690	3 916 634 (	3 916 634)		
	29	22 374 817	24 293 690	24 114 662		608 905	24 349 467
	30	4 413 922	235 790	2 926 837		39 177	2 966 014
Excédent (déficit) de l'exercice							

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	Réalizations 2012		Budget 2013		Réalizations 2013		Total consolidé ¹
	Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 413 922	235 790		2 926 837	39 177	2 966 014
Moins: revenus d'investissement	2	(1 529 060)	(40 480)		(54 122)	(105 000)	(54 122)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	2 884 862	195 310		2 872 715	(65 823)	2 911 892
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Amortissement	4	3 372 080	3 963 690		3 916 634	103 239	4 019 873
Produit de cession	5	2 883			4 001	187	4 188
(Gain) perte sur cession	6	4 983			(2 362)	(187)	(2 549)
Réduction de valeur / Reclassement	7						
	8	3 379 946	3 963 690		3 918 273	103 239	4 021 512
Propriétés destinées à la revente							
Coût des propriétés vendues	9						
Réduction de valeur / Reclassement	10						
	11						
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Remboursement ou produit de cession	12	39 132					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-valeur / Réduction de valeur	14						
	15	39 132					
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	(42 940)					
Remboursement de la dette à long terme	17	(2 530 800)	(3 227 070)		(4 847 866)	()	(4 847 866)
	18	(2 573 740)	(3 227 070)		(4 847 866)		(4 847 866)
Affectations							
Activités d'investissement	19	(617 595)	()		(56 552)	(15 372)	(71 924)
Excédent (déficit) accumulé							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	495 012			1 684 001		1 684 001
Excédent de fonctionnement affecté	21						
Réserves financières et fonds réservés	22	(859 544)	(931 930)		(1 146 072)		(1 146 072)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(4 813)			(115 159)		(115 159)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24						
	25	(986 940)	(931 930)		366 218	(15 372)	350 846
	26	(141 602)	(195 310)		(563 375)	87 867	(475 508)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	2 743 260			2 309 340	22 044	2 436 384

∞ 1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Déposé le "2014-05-07"

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Réalizations 2012		Budget 2013		Réalizations 2013		Total consolidé 1
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Revenus d'investissement	1	1 529 060		40 480		54 122	105 000	54 122
CONCILIATION À DES FINS FISCALES								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
Immobilisations								
Acquisition								
Administration générale	2	(147 682)	(	128 100	(	133 198	(	(133 198)
Sécurité publique	3	(308 622)	(	215 350	(	206 589	(	(206 589)
Transport	4	(3 863 251)	(	3 113 900	(	3 796 433	(	(3 912 503)
Hygiène du milieu	5	(2 310 210)	(	2 315 500	(	4 677 471	(	(4 677 471)
Santé et bien-être	6	()	(	()	(	()	(	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(76 775)	(	44 000	(	847 085	(	(847 085)
Loisirs et culture	8	(223 317)	(	267 080	(	465 676	(	(465 676)
Réseau d'électricité	9	()	(	()	(	()	(	()
	10	(6 929 857)	(	6 083 930	(	10 126 452	(	(10 242 522)
Propriétés destinées à la revente								
Acquisition	11	()	(	()	(	()	(	()
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales								
Émission ou acquisition	12	(27 234)	(	()	(	23 605	(	(23 605)
Financement								
Financement à long terme des activités d'investissement	13	5 983 400		4 960 000		3 650 000	(4 302)	3 645 698
Affectations								
Activités de fonctionnement	14	617 595				56 552	15 372	71 924
Excédent accumulé								
Excédent de fonctionnement non affecté	15	382 261				773 943		773 943
Excédent de fonctionnement affecté	16							
Réserves financières et fonds réservés	17	731 076		1 083 450		1 211 039		1 211 039
	18	1 730 932		1 083 450		2 041 534	15 372	2 056 906
	19	757 241		(40 480)		(4 458 523)	(105 000)	(4 563 523)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	2 286 301				(4 404 401)		(4 509 401)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	Réalizations 2012		Budget 2013		Réalizations 2013		Total consolidé ¹
	Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 413 922	235 790		2 926 837	39 177	2 966 014
Variation des immobilisations							
Acquisition	2	(6 929 857)	(6 083 930)	(10 126 452)	(116 070)	(116 070)	(10 242 522)
Produit de cession	3	2 883		4 001	187	187	4 188
Amortissement	4	3 372 080	3 963 690	3 916 634	103 239	103 239	4 019 873
(Gain) perte sur cession	5	4 983		(2 362)	(187)	(187)	(2 549)
Réduction de valeur / Reclassement	6						
	7	(3 549 911)	(2 120 240)	(6 208 179)	(12 831)	(12 831)	(6 221 010)
Variation des propriétés destinées à la revente	8						
Variation des stocks de fournitures	9	(43 190)		4 802	3 197	3 197	7 999
Variation des autres actifs non financiers	10	(227)		15 584	(2 680)	(2 680)	12 904
	11	(43 417)		20 386	517	517	20 903
Gains (pertes) de réévaluation nets	12	820 594	(1 884 450)	(3 260 956)	26 863	26 863	(3 234 093)
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	13						
	14	820 594	(1 884 450)	(3 260 956)	26 863	26 863	(3 234 093)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(35 104 331)		(34 283 737)	207 051	207 051	(34 076 686)
Redressement aux exercices antérieurs	16			(2 675 509)			(2 675 509)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(35 104 331)		(36 959 246)	207 051	207 051	(36 752 195)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(34 283 737)		(40 220 202)	233 914	233 914	(39 986 288)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2012		2013	
	Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés
			Total consolidé ¹	
ACTIFS FINANCIERS				
Encaisse	1	5 952 959	3 786 137	286 732
Placements temporaires	2			
Débiteurs (note 5)	3	8 206 381	3 936 656	8 279
Prêts (note 6)	4	68 347	68 347	68 347
Placements à long terme (note 7)	5	82 386	105 991	105 991
Participations dans des entreprises municipales	6			
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	59 601	27 445	27 445
Autres actifs financiers (note 9)	8			1 736
	9	14 369 674	7 924 576	296 747
				8 221 323
PASSIFS				
Découvert bancaire	10			
Emprunts temporaires (note 10)	11			
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	4 726 887	5 388 995	37 996
Revenus reportés (note 12)	13	74 437	60 082	2 689
Dettes à long terme (note 13)	14	43 852 087	42 695 701	22 148
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15			
	16	48 653 411	48 144 778	62 833
				48 207 611
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(34 283 737)	(40 220 202)	233 914
				(39 986 288)
ACTIFS NON FINANCIERS				
Immobilisations (note 15)	18	86 498 671	92 706 856	1 415 444
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	790 000	790 000	790 000
Stocks de fournitures	20	206 023	201 221	14 639
Autres actifs non financiers (note 17)	21	65 654	50 069	7 719
	22	87 560 348	93 748 146	1 437 802
				95 185 948
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	3 368 014	2 411 348	228 418
Excédent de fonctionnement affecté,				
réserves financières et fonds réservés	24	1 609 273	1 818 857	50 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(53 738)	(136 741)	()
Financement des investissements en cours	26	2 822 401	(1 582 000)	()
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	45 423 185	50 742 998	1 393 298
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28			
	29	53 276 611	53 527 944	1 671 716
				55 199 660

¹ 1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.
Déposé le "2014-05-07"

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Réalisations 2012	Réalisations 2013	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés
				Total consolidé ¹
Activités de fonctionnement				
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 413 922	2 926 837	39 177
Éléments sans effet sur la trésorerie				
Amortissement	2	3 372 080	3 916 634	103 239
Autres				
- (Gain) perte sur cession d'imm	3	4 983	(2 362)	(187)
- Redr. aux exercices antérieurs	4		(2 675 509)	(2 675 509)
	5	7 790 985	4 165 600	142 229
Variation nette des éléments hors caisse				
Débiteurs	6	(103 826)	4 269 725	31 429
Autres actifs financiers	7			(1 736)
Créditeurs et charges à payer	8	(7 981 206)	662 108	(23 182)
Revenus reportés	9	(14 212)	(14 355)	(10 408)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(4 130)	32 156	
Propriétés destinées à la revente	11			
Stocks de fournitures	12	(43 190)	4 802	3 197
Autres actifs non financiers	13	(227)	15 584	(2 680)
	14	(355 806)	9 135 620	138 849
Activités d'investissement en immobilisations				
Acquisition	15 (	6 929 857) (	10 126 452) (	116 070) (
Produit de cession	16	2 883	4 001	187
	17	(6 926 974)	(10 122 451)	(115 883)
Activités de placement				
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	18 (	27 234) (	23 605) (	) (
Remboursement ou cession	19	39 132		
Variation nette des placements temporaires	20			
Variation nette des autres placements à long terme	21			
	22	11 898	(23 605)	(23 605)
Activités de financement				
Émission de dettes à long terme	23	10 984 000	6 696 000	
Remboursement de la dette à long terme	24 (	7 314 611) (	7 893 866) (	4 302) (
Variation nette des emprunts temporaires	25			
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(3 808)	41 480	
Autres				
-	27			
-	28			
	29	3 665 581	(1 156 386)	(4 302)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(3 605 301)	(2 166 822)	18 664
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	9 558 260	5 952 959	268 068
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	32	5 952 959	3 786 137	286 732
				4 072 869

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Réalisations 2012	Budget 2013	Réalisations 2013	Total
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	consolidé ¹
Rémunération	1	7 879 481	8 291 980	8 212 430	8 292 394
Charges sociales	2	1 584 381	1 781 020	1 739 967	1 757 002
Biens et services	3	6 532 998	7 178 400	7 217 293	7 449 648
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge	4	1 345 158	1 493 690	1 401 832	1 403 121
De l'organisme municipal	5				
D'autres organismes municipaux	6	1 274	1 280	1 274	1 274
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	7				
D'autres tiers	8	4 030	5 600	5 904	6 083
Autres frais de financement					
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux	9	733 714	811 930	894 062	693 062
Quotes-parts	10	285 508	263 440	295 817	295 817
Autres	11	609 532	488 250	398 372	398 372
Autres organismes					
Amortissement des immobilisations	12	3 372 080	3 963 690	3 916 634	4 019 873
Autres					
- Réclamation dommages-intérêts	13	13 466	14 410	25 737	25 737
- Créances douteuses	14	13 195		5 340	7 084
-	15				
	16	22 374 817	24 293 690	24 114 662	24 349 467

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Réalisations	
		2013	2012
Revenus			
Taxes	1	20 804 240	19 500 957
Compensations tenant lieu de taxes	2	867 342	58 990
Quotes-parts	3		
Transferts	4	1 708 042	2 605 531
Services rendus	5	1 411 738	1 474 521
Imposition de droits	6	1 578 462	2 444 259
Amendes et pénalités	7	544 435	634 867
Intérêts	8	236 118	169 899
Autres revenus	9	165 104	180 694
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10		
	11	27 315 481	27 069 718
Charges			
Administration générale	12	2 532 051	2 507 438
Sécurité publique	13	5 118 453	5 030 347
Transport	14	5 875 788	5 262 336
Hygiène du milieu	15	4 098 641	3 473 636
Santé et bien-être	16	24 939	27 366
Aménagement, urbanisme et développement	17	2 653 744	2 733 202
Loisirs et culture	18	2 635 373	2 327 494
Réseau d'électricité	19		
Frais de financement	20	1 410 478	1 350 598
	21	24 349 467	22 712 417
Excédent (déficit) de l'exercice	22	2 966 014	4 357 301
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23	54 909 150	50 460 925
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24	(2 675 504)	90 924
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25	52 233 646	50 551 849
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26	55 199 660	54 909 150

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Réalisations	
		2013	2012
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 966 014	4 357 301
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(10 242 522)	(6 971 481)
Produit de cession	3	4 188	23 814
Amortissement	4	4 019 873	3 468 245
(Gain) perte sur cession	5	(2 549)	(13 776)
Réduction de valeur / Reclassement	6		
	7	(6 221 010)	(3 493 198)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		
Variation des stocks de fournitures	9	7 999	(39 598)
Variation des autres actifs non financiers	10	12 904	(1)
	11	20 903	(39 599)
	12	(3 234 093)	824 504
Gains (pertes) de réévaluation nets	13		
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(3 234 093)	824 504
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(34 076 686)	(34 901 190)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16	(2 675 509)	
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(36 752 195)	(34 901 190)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(39 986 288)	(34 076 686)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	4 072 869	6 171 027
Placements temporaires	2		50 000
Débiteurs (note 5)	3	3 944 935	8 246 089
Prêts (note 6)	4	68 347	68 347
Placements à long terme (note 7)	5	105 991	82 386
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	27 445	59 601
Autres actifs financiers (note 9)	8	1 736	
	9	8 221 323	14 677 450
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	5 426 991	4 788 065
Revenus reportés (note 12)	13	62 771	87 534
Dette à long terme (note 13)	14	42 717 849	43 878 537
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	48 207 611	48 754 136
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(39 986 288)	(34 076 686)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	94 122 300	87 901 284
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	790 000	790 000
Stocks de fournitures	20	215 860	223 859
Autres actifs non financiers (note 17)	21	57 788	70 693
	22	95 185 948	88 985 836
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	55 199 660	54 909 150

Obligations contractuelles (note 18)
Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 966 014	4 357 301
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	4 019 873	3 468 245
Autres			
- (Gain) perte sur cession d'imm	3	(2 549)	(13 776)
- Redr. aux exercices antérieurs	4	(2 675 509)	(1)
	5	4 307 829	7 811 769
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	4 301 154	(70 268)
Autres actifs financiers	7	(1 736)	
Créditeurs et charges à payer	8	638 926	(7 929 906)
Revenus reportés	9	(24 763)	(4 392)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	32 156	(4 130)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	7 999	(39 598)
Autres actifs non financiers	13	12 904	(1)
	14	9 274 469	(236 526)
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(10 242 522)	(6 971 481)
Produit de cession	16	4 188	23 814
	17	(10 238 334)	(6 947 667)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(23 605)	(27 234)
Remboursement ou cession	19		39 132
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22	(23 605)	11 898
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	6 696 000	11 010 450
Remboursement de la dette à long terme	24	(7 898 168)	(7 314 611)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	41 480	(3 808)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(1 160 688)	3 692 031
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(2 148 158)	(3 480 264)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (Insuffisance) au début de l'exercice	31	6 221 027	9 701 291
Trésorerie et équivalents de trésorerie (Insuffisance) à la fin de l'exercice	32	4 072 869	6 221 027

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Bromont, constituée en vertu de la Loi constituant la Ville de Bromont (Bill privé 111), est régie par la Loi sur les cités et villes. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) consolidé de l'exercice à des fins fiscales présenté par organisme aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses de la Ville. Ils incluent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre municipal.

ORGANISMES CONTRÔLÉS

Société de développement économique de Bromont (SODEB)

La SODEB, fondée le 26 septembre 2000, est un organisme sans but lucratif constitué en vertu de la troisième Partie de la Loi sur les compagnies du Québec.

Ses buts sont entre autres, de favoriser le développement économique de la Ville de Bromont, de faire connaître les avantages économiques, de développer des partenariats avec des entreprises et de recevoir et d'administrer des dons, legs et autres contributions.

La contribution de la Ville de Bromont à cet organisme pour l'exercice financier 2013 est de 173 100 \$.

La SODEB est consolidée intégralement au rapport financier de la Ville de Bromont.

Régie Aéroportuaire Régionale des Cantons de l'Est (RARCE)

La RARCE est une régie intermunicipale composée des municipalités de Bromont, Cowansville et Granby.

La RARCE a pour mandat d'opérer et d'exploiter l'aéroport situé au 101 avenue du Ciel à Bromont ainsi que d'y apporter les améliorations jugées utiles.

Les coûts d'exploitation, les immobilisations et la dette sont répartis à parts égales entre les villes de Bromont, Cowansville et Granby. La quote-part de la Ville de Bromont pour l'exercice financier de 2013 est de 201 000 \$. L'endettement total net à long terme

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

attribuable à la Ville de Bromont au 31 décembre 2013 est de 22 148 \$. Il n'y a aucun créancier ni débiteur entre la Ville de Bromont et la RARCE.

La RARCE est consolidée proportionnellement à 33 1/3 % soit le pourcentage du contrôle de l'organisme.

ORGANISME SUPRAMUNICIPAL

Municipalité régionale de Comté de Brome-Missisquoi (MRC)

La MRC de Brome-Missisquoi est un organisme supramunicipal dont le principal rôle est de fournir un cadre au développement du territoire. Elle a également une vocation de support à la concertation et à la planification régionale.

Les coûts d'exploitation et les immobilisations sont répartis entre les municipalités selon la richesse foncière uniformisée. La quote-part de la Ville de Bromont ainsi que les montants versés pour l'exercice 2013 est de 543 331 \$. L'endettement total net à long terme attribuable à la Ville de Bromont au 31 décembre 2013 est de 406 153 \$.

Voir la note 23 concernant le rattachement de la Ville de Bromont à la MRC de Brome-Missisquoi.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Selon cette méthode, les revenus et les dépenses sont comptabilisés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les événements. Ces transactions sont comptabilisés sans égard au moment où elles sont réglées.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Les revenus et dépenses sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

-Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception généraux et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

-Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;

-Les taxes et paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

-Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

-Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

-Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

-Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse et les placements à court terme dont l'échéance est de trois mois ou moins à la date d'acquisition.

Placements

Les placements temporaires sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur. Les autres placements sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur.

D) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Stocks

Ce poste comprend les matériaux, les accessoires, les produits pétroliers et les fournitures achetés en vue de rendre des services. Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. La valeur nette de réalisation représente la valeur de remplacement. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Le montant des stocks qui a été comptabilisé en charges au cours de l'exercice s'élève à 626 304 \$.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie probable d'utilisation, selon les méthodes d'amortissement suivantes:

Infrastructures	linéaire	15, 20 et 40 ans
Bâtiments	linéaire	7, 30 et 40 ans
Véhicules	dégressive	8 à 30 %
Ameublement et équipement de bureau	linéaire	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	dégressive	8 et 15 %
Autres	linéaire	1 an
Améliorations locatives	Durée du bail	

E) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus de l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la municipalité sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services, avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2013.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur aux fins de taxation.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur aux fins de taxation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;
 - pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Avantages sociaux futurs :

- pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants.

- Paiements de transfert:

- fera l'objet d'un renversement durant l'exercice 2014.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments**DÉPRÉCIATION D'ACTIF NON FINANCIERS**

Les actifs non financiers sont soumis à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque leur valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur constatée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif à sa juste valeur.

UTILISATION D'ESTIMATIONS

Dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, la direction doit établir des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers consolidés, ainsi que sur les montants des produits d'exploitation et des charges constatés au cours de la période visée par les états financiers consolidés. Parmi les principales composantes des états financiers consolidés exigeant de la direction qu'elle établisse des estimations figurent la provision pour créances douteuses à l'égard des débiteurs, le coût et la valeur nette de réalisation des stocks, les durées de vie utile des actifs à long terme, les avantages sociaux futurs dans le cadre des régimes de retraite à prestations déterminées, les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et les passifs dans le cadre des éventualités juridiques. Les résultats réels pourraient varier par rapport à ces estimations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges de fonctionnement.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'escompte et d'émission des emprunts à long terme sont amortis sur la durée des emprunts.

Excédent de fonctionnement affecté

L'excédent de fonctionnement affecté correspond à la partie de l'excédent accumulé dont l'utilisation est réservée par la loi, par décrets ou par résolutions adoptées par le conseil municipal.

3. Modification de méthodes comptables**Chapitre SP3410, « Paiements de transfert »**

La Ville a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP3410 « Paiements de transfert ». Ce nouveau chapitre qui établit les critères de constatation des paiements de transfert, soit les subventions reçues du gouvernement par la Ville, prévoit notamment que ces sommes doivent être constatées à titre de revenu dans l'exercice au cours duquel le transfert est autorisé et lorsque les critères d'admissibilité, le cas échéant, sont atteints sauf, et dans la mesure où, les stipulations dont sont assorties les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Les états financiers des exercices antérieurs y compris les informations présentées aux fins de comparaison ne sont pas retraités. L'incidence de l'adoption de cette norme sur les états financiers de la Ville est décrite à la note 20.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	1 340 065	935 291
Placements temporaires	2		50 000
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	1 431 440	1 286 963
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	1 128 090	3 473 103
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	487 310	1 575 113
Organismes municipaux	8	380 573	608 121
Autres			
- Mutations et contraventions	9	245 199	1 015 705
- Divers	10	272 323	287 084
	11	3 944 935	8 246 089
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12		2 109 843
Organismes municipaux	13	118 867	118 867
Autres tiers	14		
	15	118 867	2 228 710
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	50 639	48 202
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17	68 347	68 347
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21	68 347	68 347
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22	105 991	82 386
Autres placements	23		
	24	105 991	82 386
Note			
Le placement à titre d'investissement est constitué de la participation de la Ville de Bromont dans le fonds de garantie de la franchise collective en responsabilité civile et en biens de l'Union des municipalités du Québec.			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	27 445	59 601
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	()	()
	27	<u>27 445</u>	<u>59 601</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	200 991	162 853
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30	347 098	290 116
Autres régimes (REER et autres)	31	3 042	2 514
Régimes de retraite des élus municipaux	32	37 130	31 739
	33	<u>588 261</u>	<u>487 222</u>
Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.			
9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35	1 736	
	36	<u>1 736</u>	
Note			
10. Emprunts temporaires			
La ville bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire au taux préférentiel pour un maximum de 2 000 000 \$, renouvelable en mai 2014. Le solde inutilisé est de 2 000 000 \$ au 31 décembre 2013 (0 \$ au 31 décembre 2012).			
11. Créiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	3 399 195	1 332 226
Salaires et avantages sociaux	38	643 504	618 987
Dépôts et retenues de garantie	39	784 252	368 701
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Gouv. Québec - Canada	42	181 640	104 949
- Organismes municipaux-scolaire	43	12 683	33 718
- Intérêts courus sur dette l.t.	44	338 358	314 196
- Remboursement de taxes	45		1 927 552
- Divers	46	67 359	87 736
	47	<u>5 426 991</u>	<u>4 788 065</u>
Note			
L'item divers est composé de :			
Allocation de départ : 29 363 \$ (26 558 \$ en 2012)			
Divers : 37 996 \$ (61 178 \$ en 2012)			
Remboursement de taxes : 0 \$ (1 927 552 \$ en 2012)			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48		
Transferts	49		
Autres			
- Autres	50	40 489	54 524
- Surplus régime de retraite élu	51	22 282	33 010
	52	62 771	87 534
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	2013					2012	
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,25	3,25	2014	2018	53	43 045 000	44 234 600
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57		6 265
Organismes municipaux	1,50	3,50	2014	2014	58	2 061	4 062
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres	5,75	5,75	2018	2018	60	22 148	26 450
					61	43 069 209	44 271 377
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(351 360)	(392 840)
					63	42 717 849	43 878 537

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2013	
	Avec fonds	Sans fonds	Location-	Autres		
	d'amortissement	d'amortissement	acquisition			
2014	64	72	2 578 000	80	89	7 016 97
2015	65	73	2 629 000	81	90	5 247 98
2016	66	74	2 682 000	82	91	5 557 99
2017	67	75	2 651 000	83	92	5 885 100
2018	68	76	2 740 000	84	93	504 101
2019 et +	69	77	29 765 000	85	94	102
	70	78	43 045 000	86	95	24 209 103
Intérêts et frais accessoires			87	()	104	()
	71	79	43 045 000	88	96	24 209 105
						43 069 209

Note

Les versements estimatifs sur la dette à long terme, pour les cinq prochaines années, sont déterminés dans l'hypothèse où les refinancements prévus de dette sont réalisés.

Dans l'éventualité, où les refinancements d'obligations ne soient pas effectués aux dates prévues, les versements annuels seront les suivants :

2014 : 8 933 000 \$
2015 : 7 058 000 \$
2016 : 15 682 000 \$
2017 : 6 191 000 \$
2018 : 5 181 000 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		<u>2013</u>	<u>2012</u>
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
Municipalité	106	(39 800 230)	(37 365 646)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	(1 868 841)	(2 109 843)
Autres	108	1 682 783	5 398 803
	109	(39 986 288)	(34 076 686)
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

15. Immobilisations		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	110	35 409 895	138 689 367	165	192 36 099 262
Eaux usées	111	16 751 890	139	166	193 16 751 890
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	46 760 333	140 3 542 330	167	194 50 302 663
Autres	113	4 682 179	141 381 372	168	195 5 063 551
Réseau d'électricité	114		142	169	196
Bâtiments	115	12 804 893	143 95 497	170	197 12 900 390
Améliorations locatives	116	120 554	144	171	198 120 554
Véhicules	117	5 314 791	145 220 003	172	199 5 534 794
Ameublement et équipement de bureau	118	2 490 743	146 86 573	173	200 2 577 316
Machinerie, outillage et équipement divers	119	3 366 890	147 346 958	174 325	201 3 713 523
Terrains	120	7 519 975	148 18 189	175 1 638	202 7 536 526
Autres	121	22 835	149	176	203 22 835
	122	135 244 978	150 5 380 289	177 1 963	204 140 623 304
Immobilisations en cours	123	1 441 074	151 4 862 233	178 (6)	205 6 303 313
	124	136 686 052	152 10 242 522	179 1 957	206 146 926 617
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	125	12 255 293	153 662 042	180	207 12 917 335
Eaux usées	126	11 829 245	154 461 918	181	208 12 291 163
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	10 572 813	155 1 538 694	182	209 12 111 507
Autres	128	1 751 375	156 186 329	183	210 1 937 704
Réseau d'électricité	129		157	184	211
Bâtiments	130	5 521 662	158 326 486	185	212 5 848 148
Améliorations locatives	131	76 561	159 24 110	186	213 100 671
Véhicules	132	2 995 682	160 411 925	187	214 3 407 607
Ameublement et équipement de bureau	133	1 702 295	161 165 375	188	215 1 867 670
Machinerie, outillage et équipement divers	134	2 057 007	162 242 994	189 324	216 2 299 677
Autres	135	22 835	163	190	217 22 835
	136	48 784 768	164 4 019 873	191 324	218 52 804 317
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	87 901 284			219 94 122 300
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	220		223	225	227
Amortissement cumulé	221 (		224 (	226 (	228 (
Valeur comptable nette	222				229

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230	790 000	790 000
Immeubles industriels municipaux	231		
Autres	232		
	233	790 000	790 000
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	790 000	790 000
Note			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	236	57 788	70 693
Frais reportés			
-	237		
-	238		
	239	57 788	70 693
Note			

18. Obligations contractuelles

La Ville de Bromont s'est engagée envers l'Office Municipal d'Habitation de Bromont à combler 10 % du déficit annuel de cet organisme conformément aux dispositions de la Loi de la Société d'Habitation du Québec. Selon les prévisions budgétaires transmises au conseil municipal, l'engagement serait de l'ordre de 32 112 \$ pour l'exercice 2014

ENLÈVEMENT DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

La Ville de Bromont a conclu une entente avec la firme Services Matrec pour l'enlèvement des matières résiduelles pour une durée de 3 ans à compter de 2014. Les paiements minimum exigibles à verser totalisent 904 701 \$, lesquels sont payables comme suit :

2014 : 338 148 \$
 2015 : 279 819 \$
 2016 : 286 734 \$

COLLECTE DES MATIÈRES RECYCLABLES

La Ville de Bromont a conclu une entente avec la firme Services Matrec pour la collecte des matières recyclables pour une période de 3 ans à compter de 2014. Les paiements minimum exigibles à verser totalisent 908 958 \$, lesquels sont payables comme suit :

2014 : 347 785 \$
 2015 : 291 620 \$
 2016 : 269 553 \$

ENLÈVEMENT DES DÉCHETS ORGANIQUES

La Ville de Bromont a conclu une entente de 2 ans à compter de 2015 avec la firme Services

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Matrec pour l'enlèvement des déchets organiques. Les paiements minimum exigibles à verser totalisent 436 008 \$, lesquels sont payables comme suit :

2015 : 200 125 \$
2016 : 235 883 \$

GESTION ET VIDANGE DES FOSSES SEPTIQUES

La Ville de Bromont a conclu une entente avec la firme Groupe Deslandes-Fortin Inc. pour la gestion et la vidange des fosses septiques pour une période de 4 ans à compter de 2014. Les paiements minimum exigibles à verser totalisent 201 344 \$, lesquels sont payables comme suit :

2014 : 50 336 \$
2015 : 50 336 \$
2016 : 50 336 \$
2017 : 50 336 \$

La Ville de Bromont s'est engagée en vertu de baux et contrats de location-exploitation pour la location de machinerie, d'équipement et de locaux, à payer des montants totalisant 196 865 \$, lesquels sont payables comme suit :

2014 : 74 707 \$
2015 : 69 649 \$
2016 : 42 034 \$
2017 : 10 475 \$

La Ville de Bromont a conclu une entente débutant le 1er janvier 2009, et ce, pour une durée de 6 ans se terminant en 2014, relativement à un contrat de services professionnels en évaluation foncière. Le montant estimatif à verser est de 198 375 \$ pour l'année restante au contrat.

La Ville de Bromont a conclu une entente intermunicipale avec la Ville de Lévis débutant le 13 octobre 2009 et ce pour une durée de 10 ans relativement à la fourniture du service de répartition des appels administratifs et d'urgence autres que le 9-1-1, à la gestion des activités policières assistées par ordinateur et de transmission des communications sur les fréquences de police et les liens téléphoniques. Les montants estimatifs à verser totalisant 260 000 \$ pour les 5 prochaines années de l'entente sont les suivants :

2014 : 52 000 \$
2015 : 52 000 \$
2016 : 52 000 \$
2017 : 52 000 \$
2018 : 52 000 \$

La Ville de Bromont a conclu une entente débutant en 2013, et ce pour une durée de 3 ans se terminant en 2015 avec la firme Les entreprises Bergeron SENC pour la tonte de pelouse pour les terrains municipaux de tous les secteurs de la Ville. Les paiements minimum exigibles à verser totalisent 95 396 \$, lesquels sont payables comme suit :

2014 : 47 698 \$
2015 : 47 698 \$

La Ville de Bromont a conclu une entente débutant en 2014, et ce pour une durée de 3 ans

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

se terminant en 2016 avec la firme Entretien ménager D.G. pour l'entretien de certains édifices municipaux. Les paiements minimum exigibles à verser totalisent 87 711 \$, lesquels sont payables comme suit :

2014 : 28 660 \$
2015 : 29 233 \$
2016 : 29 818 \$

La Ville de Bromont s'est engagée par divers contrats de déneigement dont les paiements minimum exigibles à verser totalisent 209 453 \$, lesquels sont payables comme suit :

2014 : 185 151 \$
2015 : 11 831 \$
2016 : 12 471 \$

La Ville de Bromont a confirmé sa participation pour l'année 2014 avec l'organisme Transport Adapté Pour Nous Inc. pour un montant de 22 160 \$.

La Ville de Bromont a conclu en 1992 une entente portant sur l'établissement d'une cour municipale commune par l'extension de la compétence territoriale de la cour municipale de la Ville de Waterloo. Les dépenses en immobilisation sont réparties entre les municipalités au prorata de leur population respective. Les coûts d'exploitation sont répartis entre les municipalités au prorata des dossiers soumis. La Ville de Bromont est donc engagée à payer les cotisations conformément à l'entente.

SODEB - ENGAGEMENT CONTRACTUEL

La SODEB s'est engagée, d'après des contrats de location à long terme pour des locaux, à verser une somme minimum de 33 674 \$ et une somme supplémentaire basée sur une quote-part des taxes et des frais d'exploitation du bâtiment.

Ces contrats échouent le 31 octobre 2014 et comporte une option de renouvellement pour une période additionnelle de cinq ans dont l'organisme pourra se prévaloir en donnant un préavis de six mois.

RARCE - Entente d'infrastructure

En vertu d'une convention signée le 7 février 2006 entre la Ville de Bromont, Bâtiments Québec et la Régie, la Régie s'est engagée à céder le réseau d'égoût et d'aqueduc, à la fin des travaux de construction des conduites d'égoûts et d'aqueduc, à la Ville de Bromont en contrepartie de 1 \$.

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

La Ville de Bromont a cautionné un emprunt de l'ordre de 44 999,96 \$ effectué par la Société d'agriculture du comté de Shefford. Il est impossible d'évaluer le montant que la ville pourrait devoir payer en cas de défaut d'organisme. Tout paiement que la ville devrait effectuer sera passé en charge de l'exercice alors en cours.

b) Auto-assurance

La Ville de Bromont ne pratique pas l'auto-assurance.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

c) Poursuites

N/A

d) Autres

Au cours de l'exercice, le Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire a déposé une demande de révision du rôle d'évaluation foncière relativement à la valeur imposable ainsi que la catégorie d'immeuble inscrite au rôle d'évaluation du Centre de Collaboration MiQro Innovation (C2Mi). Il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement de cette demande de révision ainsi que son impact financier. Aucune provision n'a donc été constituée dans les états financiers au 31 décembre 2013.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

20. Redressement aux exercices antérieurs

Au cours de l'exercice, la Ville a adopté le Chapitre SP3410 « Paiements de transfert » de façon rétroactive sans retraitement des soldes de l'exercice 2012. Ce retraitement a eu pour effet de diminuer l'excédent accumulé au 1er janvier 2013 de 2 675 509 \$ et d'augmenter la dette nette du même montant.

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par la Ville.

22. Instruments financiers

S.O.

23. Rattachement à la MRC de Brome-Missisquoi

En vertu du décret 1258-2009 du 2 décembre 2009, la Ville de Bromont a été détaché du territoire de la MRC de la Haute-Yamaska et est maintenant rattaché à celui de la MRC de Brome-Missisquoi depuis le 1er janvier 2010, et ce à certaines conditions ayant un impact financier.

MRC de la Haute-Yamaska

La Ville de Bromont a versé à la MRC de la Haute-Yamaska à titre de compensation financière un montant de 28 445 \$ pour l'année 2013. Le montant à verser pour l'année 2014 est de 0 \$.

La Ville de Bromont doit assumer sa quote-part des dépenses annuelles à la gestion de la Maison régionale du tourisme qui a été de 34 556 \$ en 2013 ainsi que sa quote-part des dépenses annuelles relatives au fonctionnement de la Corporation d'aménagement récréo-touristique de la Haute-Yamaska (CARTHY) qui a été de 53 857 \$ en 2013.

MRC de Brome-Missisquoi

Selon le décret, la Ville de Bromont doit verser à la MRC de Brome-Missisquoi un montant équivalent à 16,84 % de la valeur des immobilisations de la MRC et du CLD de Brome-Missisquoi calculé au 31 décembre 2009 ainsi qu'un montant équivalent à 16,84 % de la valeur des surplus accumulés de la MRC et du CLD de Brome-Missisquoi calculé au 31 décembre 2009.

De plus, la Ville de Bromont doit verser un montant de 12 630 \$ pour sa contribution à la Société locale d'investissement dans le développement de l'emploi (SOLIDE) de la MRC de Brome-Missisquoi et un montant de 10 954 \$ afin de couvrir les frais nécessaires à la modification des instruments d'urbanisme et de développement régional.

Ces montants représentent un montant dû de 259 580 \$ à la MRC de Brome-Missisquoi par la Ville de Bromont qui sera payé en cinq (5) versements annuels égaux et consécutifs, effectués le 1er juillet de chaque année. Le premier versement a été effectué le 1er juillet 2010, et les versements qui seront effectués en 2011, 2012, 2013 et 2014 portent intérêt au taux annuel de 2 % à compter du 1er juillet 2010.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Rattachement à la MRC de Brome-Missisquoi

Pour l'année 2013, un montant de 50 763 \$ a été versé à la MRC de Brome-Missisquoi.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 639 766	3 574 388
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2	1 868 857	1 659 273
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 (	(136 741)) (	(53 738))
Financement des investissements en cours	4	(1 582 000)	2 822 401
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5	52 136 296	46 799 350
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6		
	7	55 199 660	54 909 150

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

- Matières résiduelles	8	169 710	205 100
- Matières recyclables	9	495 541	185 600
-	10		
-	11		
-	12		
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
	17	665 251	390 700

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

- Réfection de piste (RARCE)	18	50 000	50 000
-	19		
-	20		
	21	50 000	50 000

Réserves financières

- Eaux (Aqueduc et Égout)	22	767 041	500 823
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
	27	767 041	500 823

Fonds réservés

Fonds de roulement	28	165 346	84 043
Fonds parcs et terrains de jeux	29	40 398	20 642
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30	180 499	219 646
Société québécoise d'assainissement des eaux	31		3 543
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32	322	389 876
Financement des activités de fonctionnement	33		
Autres	34		
-	35		
-	36		
-	37		
	38	386 565	717 750
	39	1 868 857	1 659 273

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 (	) (
Intérêts sur la dette à long terme	41 (	2 478) (
Avantages sociaux futurs		5 863)
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 (	) (
Régimes non capitalisés	43 (	) (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 (	) (
Autres	45 (	(27 445)) (
Régimes non capitalisés	46 (	) (
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 (	) (
Autres		
- Paiements de transfert	48 (	(111 774)) (
-	49 (	) (
	50 (	(136 741)) (
Financement à long terme des activités de fonctionnement	51 (	) (
	52 (	(136 741)) (
		(53 738))
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	53	3 140 837
Investissements à financer	54 (	4 722 837) (
	55	(1 582 000)
		2 822 401
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	56	94 122 300
Propriétés destinées à la revente	57	790 000
Prêts	58	68 347
Placements à titre d'investissement	59	105 991
Participations dans des entreprises municipales	60	
	61	95 086 638
		87 901 284
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	62	42 717 849
Frais reportés liés à la dette à long terme	63	351 360
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	64 (	118 867) (
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	65 (	) (
	66	42 950 342
	67	42 042 667
Dette en cours de refinancement et autres éléments	68	42 950 342
	69	52 136 296
		46 799 350

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes de retraite enregistrés		Régimes supplémentaires de retraite		Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	<u>1</u>	2	<u></u>	3	<u></u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Bromont offre à l'ensemble des policiers syndiqués un régime de retraite contributif à prestations déterminées. Le régime est enregistré en vertu de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (Québec).

La plus récente évaluation actuarielle du régime a été effectuée en date du 31 décembre 2010.

Les évaluations au 31 décembre 2013 sont présentement en cours.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 59 601	55 471
Charge de l'exercice	5 (200 991)	(162 853)
Cotisations versées par l'employeur	6 168 835	166 983
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>27 445</u>	<u>59 601</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 2 639 169	2 092 119
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (<u>2 635 278</u>)	(<u>2 284 650</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 3 891	(192 531)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 <u>27 445</u>	<u>252 132</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 31 336	59 601
Provision pour moins-value	13 (<u>3 891</u>)	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>27 445</u>	<u>59 601</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 <u>2 639 169</u>	<u>2 092 119</u>
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (<u>2 635 278</u>)	(<u>2 284 650</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (<u>3 891</u>)	(<u>192 531</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 330 387	293 532
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 <u>330 387</u>	<u>293 532</u>
Cotisations salariales des employés	22 (160 286)	(163 712)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 170 101	129 820
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25 16 375	19 142
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29 3 891	
Autres		
-	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>190 367</u>	<u>148 962</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 <u>131 677</u>	<u>111 929</u>
Rendement espéré des actifs	34 (<u>121 053</u>)	(<u>98 038</u>)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>10 624</u>	<u>13 891</u>
Charge de l'exercice	36 <u>200 991</u>	<u>162 853</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 329 365	153 374
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (121 053)	(98 038)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 208 312	55 336
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41 111 437	18 612
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 2 639 169	2 092 119
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 21	20
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 5,50 %	5,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 5,50 %	5,50 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,50 %	3,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,25 %	2,25 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2013	2012
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 ()	()
Charge de l'exercice	58 ()	()
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 ()	()
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 ()	()

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67	()	()
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 1

Description des régimes et autres renseignements

		<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	89	347 098	290 116

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

Régime de retraite collectif (RARCE)

La dépense de la Régie correspond aux cotisations versées calculées aux taux de 5% et 7% du salaire brut des employés.

		<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	91	<u>3 042</u>	<u>2 514</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

92 ☒ Oui
 93 ☐ Non

Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94 7 7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2013</u>	<u>2012</u>
Cotisations des élus au RREM	95		
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	96	26 402	21 154
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	97	<u>10 728</u>	<u>10 585</u>
	98	<u>37 130</u>	<u>31 739</u>

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2013

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	43 069 209
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	4 722 837
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	118 867
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	1 868 842
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	3 140 837
Autres		
- Solde disp règl emprunt fermé	12	322
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	42 663 178
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	
Endettement net à long terme	16	42 663 178
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	497 342
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	43 160 520
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	43 160 520
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES		2013	2013	2013	2012
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	16 602 440	16 972 846	16 972 846	16 005 210
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	16 602 440	16 972 846	16 972 846	16 005 210
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	1 626 680	1 787 292	1 787 292	1 676 966
Égout	11	657 160	671 049	671 049	687 877
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	930 700	960 847	960 847	848 379
Autres					
-Fosses septiques	14	56 880	57 753	57 753	55 326
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17				
Service de la dette	18	425 040	354 453	354 453	227 199
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	3 696 460	3 831 394	3 831 394	3 495 747
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	3 696 460	3 831 394	3 831 394	3 495 747
	26	20 298 900	20 804 240	20 804 240	19 500 957

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		2013	2013	2013	2012
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES					
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement					
Taxes sur la valeur foncière	27				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	28				
Taxes d'affaires	29				
Compensations pour les terres publiques	30				
	31				
Immeubles des réseaux					
Santé et services sociaux	32				
Cégeps et universités	33		783 801	783 801	
Écoles primaires et secondaires	34	87 370	83 541	83 541	58 990
	35	87 370	867 342	867 342	58 990
Autres immeubles					
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux					
Taxes sur la valeur foncière	36				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	37				
Taxes d'affaires	38				
	39				
	40	87 370	867 342	867 342	58 990
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES					
Taxes sur la valeur foncière	41				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	42				
Taxes d'affaires	43				
	44				
ORGANISMES MUNICIPAUX					
Taxes sur la valeur foncière	45				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	46				
	47				
AUTRES					
Taxes foncières des entreprises					
autoconsommatrices d'électricité	48				
Autres	49				
	50				
	51	87 370	867 342	867 342	58 990

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS	2013	2013	2013	2012
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52	10 728	10 728	10 585
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	6 100	6 654	6 178
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			18 029
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68	51 460	279 529	56 373
Traitement des eaux usées	69			3 246
Réseaux d'égout	70	2 950	14 453	
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71		71 324	
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72	164 050	407 835	336 114
Tri et conditionnement	73			73 584
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			7 500
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84		42 487	20 810
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	7 980	20 602	6 308
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	28 210	71 233	48 799
Autres	88		42 000	
Réseau d'électricité	89			
	90	260 750	924 358	587 526

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)		2013	2013	2013	2012
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT					
Administration générale	91				
Sécurité publique					
Police	92				
Sécurité incendie	93				68 283
Sécurité civile	94				
Autres	95				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	96		7 884	7 884	
Enlèvement de la neige	97				
Autres	98				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	99				
Transport adapté	100				
Transport scolaire	101				
Autres	102				
Transport aérien	103				
Transport par eau	104				
Autres	105				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106				431 852
Réseau de distribution de l'eau potable	107				947 761
Traitement des eaux usées	108				
Réseaux d'égout	109				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	110				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	111				
Tri et conditionnement	112				
Autres	113				
Autres	114				
Cours d'eau	115				
Protection de l'environnement	116				
Autres	117				
Santé et bien-être					
Logement social	118				
Sécurité du revenu	119				
Autres	120				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	121				
Rénovation urbaine	122				
Promotion et développement économique	123				
Autres	124				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	125				35 642
Activités culturelles					
Bibliothèques	126				
Autres	127				
Réseau d'électricité	128				
	129		7 884	7 884	1 483 538

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
		2013	2013	2013	2012
TRANSFERTS (suite)					
TRANSFERTS DE DROIT					
Regroupement municipal	130				
Péréquation	131				
Réorganisation municipale	132				
Neutralité	133				
Diversification des revenus	134				
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	135	670 700	688 800	688 800	489 954
Programme d'aide financière aux MRC	136				
Autres	137	44 510	44 513	44 513	44 513
	138	715 210	733 313	733 313	534 467
TOTAL DES TRANSFERTS	139	975 960	1 665 555	1 708 042	2 605 531

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS		2013	2013	2013	2012
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX					
Administration générale					
Application de la loi	140				
Évaluation	141				
Autres	142				
	143				
Sécurité publique					
Police	144	90 000	52 044	52 044	
Sécurité incendie	145	388 750	389 129	389 129	446 129
Sécurité civile	146				
Autres	147				
	148	478 750	441 173	441 173	446 129
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	149				
Enlèvement de la neige	150				
Autres	151				
Transport collectif	152				
Autres	153				
	154				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155				
Réseau de distribution de l'eau potable	156				
Traitement des eaux usées	157				
Réseaux d'égout	158				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	159				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	160				
Tri et conditionnement	161				
Autres	162				
Autres	163				
Cours d'eau	164				
Protection de l'environnement	165				
Autres	166				
	167				
Santé et bien-être					
Logement social	168				
Autres	169				
	170				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	171				
Rénovation urbaine	172				
Promotion et développement économique	173				
Autres	174				
	175				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	176	500			1 803
Activités culturelles					
Bibliothèques	177				
Autres	178				
	179	500			1 803
Réseau d'électricité	180				
	181	479 250	441 173	441 173	447 932

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
		2013	2013	2013	2012
SERVICES RENDUS (suite)					
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale	182	7 000	42 901	42 901	13 046
Sécurité publique	183	165 920	203 947	203 947	297 463
Transport					
Réseau routier	184	33 300	54 757	54 757	37 471
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	185				
Transport adapté	186				
Transport scolaire	187				
Autres	188				
Autres	189			181 400	168 072
Hygiène du milieu	190	36 700	48 062	48 062	39 853
Santé et bien-être	191				
Aménagement, urbanisme et développement	192	113 200	95 657	95 657	126 474
Loisirs et culture	193	308 070	343 841	343 841	344 210
Réseau d'électricité	194				
	195	664 190	789 165	970 565	1 026 589
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	1 143 440	1 230 338	1 411 738	1 474 521
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	197	161 500	268 381	268 381	224 966
Droits de mutation immobilière	198	1 150 000	1 189 255	1 189 255	2 057 557
Droits sur les carrières et sablières	199		109 978	109 978	142 112
Autres	200	7 740	10 848	10 848	19 624
	201	1 319 240	1 578 462	1 578 462	2 444 259
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	516 090	544 435	544 435	634 867
INTÉRÊTS	203	145 000	232 817	236 118	169 899
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204				(4 983)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205				
Gain (perte) sur cession de placements	206				
Contributions des promoteurs	207	40 480	46 238	46 238	45 522
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208				
Contributions des organismes municipaux	209				
Autres	210	3 000	72 072	118 866	140 155
	211	43 480	118 310	165 104	180 694

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES **EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2013		Réalizations 2013		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2013	2012
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	364 550	371 607	371 607	371 607	419 832
Application de la loi	2	70 500	201 482	201 482	201 482	232 386
Gestion financière et administrative	3	888 620	877 342	30 180	907 522	928 479
Greffé	4	382 170	311 605	1 537	313 142	295 018
Évaluation	5	192 220	179 378		179 378	135 378
Gestion du personnel	6	254 600	197 170	5 265	202 435	167 348
Autres	7	340 320	319 904	36 581	356 485	328 997
	8	2 492 980	2 458 488	73 563	2 532 051	2 507 438
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	3 641 190	3 596 835	130 039	3 726 874	3 771 725
Sécurité incendie	10	999 450	1 089 284	281 916	1 371 200	1 242 605
Sécurité civile	11	5 000				
Autres	12	19 300	20 379		20 379	16 017
	13	4 664 940	4 706 498	411 955	5 118 453	5 030 347
TRANSPORT						
Réseau routier	14	1 350 770	1 460 142	2 213 783	3 673 925	3 346 334
Voirie municipale	15	1 158 960	1 168 873	30 101	1 198 974	941 690
Enlèvement de la neige	16	78 720	100 639	1 650	102 289	136 409
Éclairage des rues	17	131 370	148 295	5 055	153 350	158 036
Circulation et stationnement	18					
Transport collectif	19	50 140	30 132		30 132	24 315
Transport en commun	20	96 000	201 000		201 000	387 962
Transport aérien	21	336 780	353 482	1 702	355 184	267 590
Transport par eau	22	3 202 740	3 462 563	2 252 291	5 714 854	5 262 336
Autres						

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2013		Réalizations 2013		Réalizations 2013	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU							
	Eau et égout						
23	Approvisionnement et traitement de l'eau potable	1 004 220	1 010 163	514 256	1 524 419	1 524 419	1 319 540
24	Réseau de distribution de l'eau potable	251 170	263 151	297 123	560 274	560 274	507 731
25	Traitement des eaux usées	327 720	346 758	7 899	354 657	354 657	285 713
26	Réseaux d'égout	414 420	416 256	19 660	435 916	435 916	398 604
	Matières résiduelles						
27	Déchets domestiques et assimilés	315 600	322 261		322 261	322 261	284 486
28	Collecte et transport	318 590	323 274		323 274	323 274	290 007
	Élimination						
	Matières recyclables						
29	Collecte sélective	315 610	313 952		313 952	313 952	297 151
30	Collecte et transport	31 160	30 819		30 819	30 819	29 104
	Tri et conditionnement						
	Matières organiques						
31	Collecte et transport						
	Traitement						
32	Matériaux secs	66 760	130 522		130 522	130 522	
33	Autres						
34							
35	Plan de gestion	5 550	5 542		5 542	5 542	3 953
36	Autres						
37	Cours d'eau	24 970	17 878	2 294	20 172	20 172	15 298
38	Protection de l'environnement	65 000	73 906	825	74 731	74 731	41 678
39	Autres			2 102	2 102	2 102	371
40		3 140 770	3 254 482	844 159	4 098 641	4 098 641	3 473 636
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
41	Logement social	34 850	24 939		24 939	24 939	27 366
42	Sécurité du revenu						
43	Autres						
44		34 850	24 939		24 939	24 939	27 366
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
45	Aménagement, urbanisme et zonage	1 582 620	1 381 785	8 831	1 390 616	1 390 616	1 256 489
	Rénovation urbaine						
46	Biens patrimoniaux						
47	Autres biens						
	Promotion et développement économique						
48	Industries et commerces	450 180	452 454	7 353	459 807	532 210	491 030
49	Tourisme	475 760	461 067		461 067	461 067	434 130
50	Autres	269 270	259 206		259 206	259 206	540 735
51	Autres			10 645	10 645	10 645	10 818
52		2 777 830	2 554 512	26 829	2 581 341	2 653 744	2 733 202

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité	Administration municipale					Données consolidées	
	Budget 2013		Réalizations 2013		Total	Réalizations 2013	Réalizations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	455 050	423 001	246 041	669 042	669 042	431 233
Patinoires intérieures et extérieures	54	646 810	566 911		566 911	566 911	736 840
Piscines, plages et ports de plaisance	55	113 110	141 676		141 676	141 676	112 216
Parcs et terrains de jeux	56	767 400	634 116		634 116	634 116	530 459
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59						29 841
	60	1 982 370	1 765 704	246 041	2 011 745	2 011 745	1 840 589
Activités culturelles							
Centres communautaires	61						
Bibliothèques	62	322 800	329 184		329 184	329 184	350 564
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	210 150	232 648	61 796	294 444	294 444	136 341
	66	532 950	561 832	61 796	623 628	623 628	486 905
	67	2 515 320	2 327 536	307 837	2 635 373	2 635 373	2 327 494
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	1 349 150	1 263 091		1 263 091	1 264 380	1 231 774
Autres frais	70	145 820	140 015		140 015	140 015	114 658
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71						
Autres	72	5 600	5 904		5 904	6 083	4 166
	73	1 500 570	1 409 010		1 409 010	1 410 478	1 350 598
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	74	3 963 690	3 916 634	(3 916 634)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'immobilisations consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2015	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2011 de la Ville de Bromont (ci-après « la Ville »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2011 de la ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Sauvigny Bélair/Delaitte & Touche s.e.n.c.r.l.

(1) Comptable agréé auditeur permis no 19645

DATE 2012-05-07

Dernière modification : 2012-05-03 19:15:11

Réservé au ministère

50 460 925	5 824 830	14 492 060	1,0713
------------	-----------	------------	--------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>20 855 788</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	51 548
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
	10	<u>51 548</u>
Revenus de taxes	11	<u>20 804 240</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	20 804 240
Ajouter		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	<u>30 543</u>
Total partiel	4	<u>20 834 783</u>
Déduire		
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	4 193 348
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u>4 193 348</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	11	<u>16 641 435</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2013 ²	1 1 477 665 100
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2013 ²	2 1 548 142 500
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3 1 512 903 800

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4 16 641 435
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5 1 512 903 800
Taux global de taxation réel de 2013	6 1 , 1 0 0 0 / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2013 ²	7 _____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2013 ²	8 _____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9 _____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012	
IMMOBILISATIONS					
Infrastructures					
Conduites d'eau potable	1	1 940 000	991 522	991 522	1 802 257
Usines de traitement de l'eau potable	2	340 000	9 407	9 407	28 020
Usines et bassins d'épuration	3				24 933
Conduites d'égout	4		3 256 135	3 256 135	103 941
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5				
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	3 011 000	3 933 447	3 933 447	3 427 330
Ponts, tunnels et viaducs	7	23 000	20 460	20 460	20 125
Systèmes d'éclairage des rues	8				175
Aires de stationnement	9				
Parcs et terrains de jeux	10	112 000	1 161 733	1 161 733	123 042
Autres infrastructures	11			406	
Réseau d'électricité	12				
Bâtiments					
Édifices administratifs	13		35 240	39 226	339 157
Édifices communautaires et récréatifs	14	155 080	70 578	70 578	13 549
Améliorations locatives	15				
Véhicules					
Véhicules de transport en commun	16				
Autres	17	110 000	204 693	204 693	248 243
Ameublement et équipement de bureau	18	148 000	123 770	127 154	459 699
Machinerie, outillage et équipement divers	19	220 850	301 278	409 572	376 509
Terrains	20	24 000	18 189	18 189	4 501
Autres	21				
	22	6 083 930	10 126 452	10 242 522	6 971 481

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Remplacement d'infrastructures existantes					
Conduites d'eau potable	23		981 523	981 523	1 681 840
Usines de traitement de l'eau potable	24		9 407	9 407	28 020
Usines et bassins d'épuration	25				24 933
Conduites d'égout	26		3 256 135	3 256 135	46 943
Autres infrastructures	27		4 332 062	4 332 468	3 570 672
Infrastructures pour nouveau développement					
Conduites d'eau potable	28		9 999	9 999	120 417
Usines de traitement de l'eau potable	29				
Usines et bassins d'épuration	30				
Conduites d'égout	31				56 998
Autres infrastructures	32		783 578	783 578	
Autres immobilisations	33		753 748	869 412	1 441 658
	34		10 126 452	10 242 522	6 971 481

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	44 234 600	6 696 000	7 885 600	43 045 000
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	6 265		6 265	
Organismes municipaux	4	4 062		2 001	2 061
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6	26 450		4 302	22 148
	7	44 271 377	6 696 000	7 898 168	43 069 209
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	3 543		3 543	
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	6 105 460	1 000 000	283 785	6 821 675
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	35 933 664	5 696 000	7 369 838	34 259 826
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	42 042 667	6 696 000	7 657 166	41 081 501
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	2 109 843		2 109 843	
Organismes municipaux	17	118 867			118 867
Autres tiers	18				
	19	2 228 710		2 109 843	118 867
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	2 228 710		2 109 843	118 867
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22			(1 868 841)	1 868 841
Prêts	23				
Autres	24				
	25	2 228 710		241 002	1 987 708
	26	44 271 377	6 696 000	7 898 168	43 069 209
Dettes en cours de refinancement	27 ()				
	28	44 271 377	6 696 000	7 898 168	43 069 209

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
Administration générale					
Application de la loi	1				
Évaluation	2				
Autres	3	214 620	218 435	218 435	273 899
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5	10 440	10 437	10 437	6 460
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	50 140	30 132	30 132	24 315
Autres	10	96 000	201 000		
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12	85 350	85 334	85 334	24 533
Cours d'eau	13	17 320	17 318	17 318	12 455
Protection de l'environnement	14	5 550	5 542	5 542	3 953
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	34 950	34 894	34 894	30 538
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	202 560	202 557	202 557	183 161
Autres	21	40 000	34 556	34 556	32 424
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	55 000	53 857	53 857	45 976
Activités culturelles	23				
Réseau d'électricité	24				
	25	811 930	894 062	693 062	637 714

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

Administration municipale	Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Cadres et contremaîtres	1 23,35	33,75	1 735 140	366 847	2 101 987
Professionnels	2				
Cols blancs	3 35,30	37,00	2 245 270	485 437	2 730 707
Cols bleus	4 28,58	40,00	1 672 182	368 828	2 041 010
Policiers	5 22,00	37,80	2 043 232	431 352	2 474 584
Pompiers	6 6,00	40,00	331 363	38 294	369 657
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7				
Élus	8 115,23		8 027 187	1 690 758	9 717 945
	9 7,00		185 243	49 209	234 452
	10 122,23		8 212 430	1 739 967	9 952 397

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
	Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11			
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12			279 529
Réseau de distribution de l'eau potable	13	279 529		
Traitement des eaux usées	14			
Réseaux d'égout	15	14 453		14 453
Autres	16	1 363 689	(10 238)	1 371 573
	17	1 657 671	(10 238)	1 665 555

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement	Amortissement des immo- bilisations	Charges	Services rendus	Coût des services municipaux	Frais de financement
	+	=	-	=		
Administration générale						
Application de la loi	1 201 482	27	53	79	201 482	131
Évaluation	2 179 378	28	54	80	179 378	132
Autres	3 2 077 628	29	55	81	2 151 191	133
	4 2 458 488	30	56	82	42 901	8 242
Sécurité publique					2 489 150	134
Police	5 3 596 835	31	57	83	226 886	135
Sécurité incendie	6 1 089 284	32	58	84	418 234	136
Sécurité civile	7	33	59	85		137
Autres	8 20 379	34	60	86	20 379	138
	9 4 706 498	35	61	87	645 120	48 805
Transport						
Réseau routier						
Voirie municipale	10 1 460 142	36	62	88	3 673 925	140
Enlèvement de la neige	11 1 168 873	37	63	89	1 198 974	141
Autres	12 248 934	38	64	90	255 639	142
Transport collectif	13 231 132	39	65	91	231 132	143
Autres	14 353 482	40	66	92	355 184	144
	15 3 462 563	41	67	93	54 757	846 054
Hygiène du milieu						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16 1 010 163	42	68	94	1 524 419	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17 263 151	43	69	95	560 274	147
Traitement des eaux usées	18 346 758	44	70	96	354 657	148
Réseaux d'égout	19 416 256	45	71	97	435 916	149
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés	20 645 535	46	72	98	645 535	150
Matières recyclables	21 475 293	47	73	99	475 293	151
Autres	22 5 542	48	74	100	5 542	152
Cours d'eau	23 17 878	49	75	101	20 172	153
Protection de l'environnement	24 73 906	50	76	102	74 731	154
Autres	25	51	77	103	2 102	155
	26 3 254 482	52	78	104	4 098 641	336 522

Déposé le "2014-05-07"

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Santé et bien-être									
Logement social	157	24 939	172	187	24 939	202	217	24 939	232
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218		233
Autres	159		174	189		204	219		234
	160	24 939	175	190	24 939	205	220	24 939	235
Aménagement, urbanisme et développement									
Aménagement, urbanisme et zonage	161	1 381 785	176	8 831	1 390 616	206	3 000	1 387 616	236
Rénovation urbaine	162		177	192		207	222		237
Promotion et développement économique	163	1 172 727	178	7 353	1 180 080	208	92 657	1 087 423	238
Autres	164		179	10 645	10 645	209	224	10 645	239
	165	2 554 512	180	26 829	2 581 341	210	95 657	2 485 684	240
Loisirs et culture									
Activités récréatives	166	1 765 704	181	246 041	2 011 745	211	301 379	1 710 366	241
Activités culturelles	167	329 184	182		329 184	212	1 515	327 669	242
Bibliothèques	168	232 648	183	61 796	294 444	213	40 947	253 497	243
Autres	169	2 327 536	184	307 837	2 635 373	214	343 841	2 291 532	244
	170		185	200		215	230		245
Réseau d'électricité									
	171	18 789 018	186	3 916 634	22 705 652	216	1 230 338	21 475 314	246
									1 409 010

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013****Non audité**

		2013	2012
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	10 126 452	6 929 857
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	10 126 452	6 929 857

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	3 368 014	1 853 915
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	(533 511)	38 812
Solde redressé au début de l'exercice	3	2 834 503	1 892 727
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	2 309 340	2 743 260
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(1 684 001)	(495 012)
Activités d'investissement	6	(773 943)	(382 261)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(274 551)	(390 700)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(423 155)	1 475 287
Solde à la fin de l'exercice	12	2 411 348	3 368 014
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	390 700	
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	390 700	
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	274 551	390 700
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	274 551	390 700
Solde à la fin de l'exercice	22	665 251	390 700
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	1 218 573	976 497
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		(71)
Solde redressé au début de l'exercice	25	1 218 573	976 426
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	1 146 072	859 544
Activités d'investissement	27	(1 211 039)	(731 076)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		113 679
	30	(64 967)	242 147
Solde à la fin de l'exercice	31	1 153 606	1 218 573

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

<i>Non audité</i>		2013	2012
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	(53 738)	(44 795)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33		
Solde redressé au début de l'exercice	34	(53 738)	(44 795)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	()	()
Autres	37	28 771)	(8 943)
Régimes non capitalisés	38	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	39	()	()
Autres	40	(111 774)	()
	41	(83 003)	(8 943)
Financement à long terme des activités de fonctionnement	42	()	()
	43	(83 003)	(8 943)
Diminution de l'exercice			
Affectations aux activités de fonctionnement	44		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	45		
	46		
Solde à la fin de l'exercice	47	(136 741)	(53 738)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	48	2 822 401	649 709
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	49		70
Solde redressé au début de l'exercice	50	2 822 401	649 779
Ajouter (déduire)			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	51	(4 404 401)	2 286 301
Affectations et virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	52		
Excédent de fonctionnement affecté	53		
Réserves financières et fonds réservés	54		(113 679)
	55	(4 404 401)	2 172 622
Solde à la fin de l'exercice	56	(1 582 000)	2 822 401
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	57	45 423 185	45 246 850
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	58	(1 868 842)	
Solde redressé au début de l'exercice	59	43 554 343	45 246 850
Ajouter (déduire)			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	60		
Excédent de fonctionnement affecté	61		
Variation résiduelle de l'exercice	62	7 188 655	176 335
Solde à la fin de l'exercice	63	50 742 998	45 423 185

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>1 200 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>1001-2012</u> 2	300 000
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>1 500 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>1 500 000</u>

S48

Non audité

SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement	Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
Montant non réservé	1	389 874 2	3	4	5	389 552 6	7 322
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15	389 874 16	17	18	19	389 552 20	21 322

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	2013		2012
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)

1 , \$

Taxe foncière générale (taux variés)

Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)

2 0 , 8 2 0 0 \$

Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus

3 0 , 8 5 0 0 \$

Catégorie des immeubles non résidentiels

4 2 , 0 9 0 0 \$

Catégorie des immeubles industriels

5 2 , 5 9 0 0 \$

Catégorie des terrains vagues desservis

6 1 , 3 1 0 0 \$

Catégorie des immeubles agricoles

7 0 , 8 2 0 0 \$

Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)

8 , \$

Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)

Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)

9 , \$

Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus

10 , \$

Catégorie des immeubles non résidentiels

11 , \$

Catégorie des immeubles industriels

12 , \$

Catégorie des terrains vagues desservis

13 , \$

Catégorie des immeubles agricoles

14 , \$

Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)

15 , \$

Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)

Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)

16 , \$

Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus

17 , \$

Catégorie des immeubles non résidentiels

18 , \$

Catégorie des immeubles industriels

19 , \$

Catégorie des terrains vagues desservis

20 , \$

Catégorie des immeubles agricoles

21 , \$

Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)

22 , \$

Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)

Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)

23 , \$

Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus

24 , \$

Catégorie des immeubles non résidentiels

25 , \$

Catégorie des immeubles industriels

26 , \$

Catégorie des terrains vagues desservis

27 , \$

Catégorie des immeubles agricoles

28 , \$

Non audité

Par unité de logement

Eau	1	2	2	6	,	0	0	\$
Égout	2			0	,	0	0	\$
Eau et égout	3				,			\$
Traitement des eaux usées	4		9	5	,	0	0	\$
Matières résiduelles	5	2	0	5	,	0	0	\$
% de la valeur locative								
Taxe d'affaires sur la valeur locative	6				,			%

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Eau compteur (-80 000 mètres cubes)	,8000	7	mètre cube
Eau compteur (+80 000 mètres cubes)	,8500	7	mètre cube
Épuration (commerces-petites industries)	,1300	7	mètre cube
Épuration (industries)	,3630	7	mètre cube
725-92-9 Infra secteur Vieux-Village	,0999	2	
725-92-8 Infra secteur Vieux-Village	,5451	2	
908-2005 Réfection station pompage 4-9	6,9000	7	par unité équivalente
960-2009 Station de pompage PP1	4,2800	7	par unité équivalente
960-2009 Infra rue Bagot	,0003	1	
970-2010 Réfection aqueduc rue Papineau	6,3400	7	par unité équivalente
980-2011 Réfection aqueduc 2011	26,2700	7	par unité équivalente
996-2012 Réfection aqueduc rue Champlain	7,9200	7	par unité équivalente

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenaires.	1 ☒	2 ☐	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 ☐	4 ☒	
2. Est-ce que la municipalité applique les normes sur les instruments financiers applicables au secteur public?	5 ☐	6 ☒	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 ☒	8 ☐	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2013	9	21 005 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2013 des engagements en vertu du règlement concerné	10	31 076 \$	
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 ☒	12 ☐	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	30 543 \$	
b) autres formes d'aide	14	\$	
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2013 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 ☒	16 ☐	
Si oui, indiquer le montant.	17	111 490 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 ☐	19 ☒	
Si oui, indiquer le montant.	20	\$	
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	3 500	22 ☐

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013****ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 88, boulevard de Bromont
(no) (rue)
Bromont J2L 1A1
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 534-2021
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 534-1025
(ind. rég.) (numéro)

Courriel info@bromont.com

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Richard Joyal

Téléphone (450) 534-2021
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 534-1025
(ind. rég.) (numéro)

Courriel richard.joyal@bromont.com

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 1802, rue King Ouest, bureau 300
(no) (rue)
Sherbrooke J1J 0A2
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 823-1616
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 564-8078
(ind. rég.) (numéro)

Courriel annlessard@deloitte.ca

Responsable du dossier Annie Lessard

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom

Titre

Adresse
(no) (rue)
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur
(ind. rég.) (numéro)

Courriel

RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2015

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2013	1	
Facteur comparatif	2	
Valeur uniformisée	3	_____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Richard Joyal , atteste que le rapport financier consolidé de Bromont pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2014-05-05 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Bromont consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Bromont détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 2 966 014 \$

Le taux global de taxation réel de 2013 à la page S34 ligne 6 est de 1,1000 \$

Date et heure de la dernière modification : 2014-05-06 15:41:11

Date de transmission au Ministère : 2014/05/07

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2013

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier consolidé.

Nom : Bromont

Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire

Québec 

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	Réalizations 2012		Budget 2013		Réalizations 2013		Total consolidé ¹
	Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Revenus							
Fonctionnement	1	25 259 679	24 489 000		26 987 377	543 082	27 261 359
Investissement	2	1 529 060	40 480		54 122	105 000	54 122
	3	26 788 739	24 529 480		27 041 499	648 082	27 315 481
Charges	4	22 374 817	24 293 690		24 114 662	608 905	24 349 467
Excédent (déficit) de l'exercice	5	4 413 922	235 790		2 926 837	39 177	2 966 014
Moins : revenus d'investissement	6	(1 529 060)	(40 480)		(54 122)	(105 000)	(54 122)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	2 884 862	195 310		2 872 715	(65 823)	2 911 892
Éléments de conciliation à des fins fiscales							
Amortissement des immobilisations	8	3 372 080	3 963 690		3 916 634	103 239	4 019 873
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	(42 940)					
Remboursement de la dette à long terme	10	(2 530 800)	(3 227 070)		(4 847 866)	()	(4 847 866)
Affectations							
Activités d'investissement	11	(617 595)	()		(56 552)	(15 372)	(71 924)
Excédent (déficit) accumulé	12	(369 345)	(931 930)		422 770		422 770
Autres éléments de conciliation	13	46 998			1 639		1 639
	14	(141 602)	(195 310)		(563 375)	87 867	(475 508)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	2 743 260			2 309 340	22 044	2 436 384

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.
Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2012	2013	2012
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Débiteurs	1	8 206 381	3 936 656	3 944 935
Autres	2	6 163 293	3 987 920	4 276 388
	3	14 369 674	7 924 576	8 221 323
Passifs				
Dette à long terme	4	43 852 087	42 695 701	42 717 849
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5			
Autres	6	4 801 324	5 449 077	5 489 762
	7	48 653 411	48 144 778	48 207 611
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(34 283 737)	(40 220 202)	(39 986 288)
Actifs non financiers				
Immobilisations	9	86 498 671	92 706 856	94 122 300
Autres	10	1 061 677	1 041 290	1 063 648
	11	87 560 348	93 748 146	95 185 948
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	3 368 014	2 411 348	2 639 766
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	13	1 609 273	1 818 857	1 868 857
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	14 (	(53 738)) (	(136 741)) (	(136 741)) (
Financement des investissements en cours	15	2 822 401	(1 582 000)	(1 582 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	16	45 423 185	50 742 998	52 136 296
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	17			
	18	53 276 611	53 527 944	55 199 660
				54 909 150

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Matières résiduelles	19	169 710	205 100
- Matières recyclables	20	495 541	185 600
-	21		
-	22		
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
-	27		
	28	665 251	390 700
Excédent de fonctionnement affecté- Organismes contrôlés			
	29	50 000	50 000
	30	715 251	440 700
Réserves financières	31	767 041	500 823
Fonds réservés	32	386 565	717 750
	33	1 868 857	1 659 273

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Réalisations 2012	Budget 2013	Réalisations 2013	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	1	19 500 957	20 298 900	20 804 240	20 804 240
Compensations tenant lieu de taxes	2	58 990	87 370	867 342	867 342
Quotes-parts	3				
Transferts	4	1 083 154	975 960	1 657 671	1 700 158
Services rendus	5	1 306 449	1 143 440	1 230 338	1 411 738
Autres	6	3 310 129	1 983 330	2 427 786	2 477 881
	7	25 259 679	24 489 000	26 987 377	27 261 359
Investissement					
Taxes	8				
Quotes-parts	9				
Transferts	10	1 483 538		7 884	7 884
Autres	11	45 522	40 480	46 238	46 238
	12	1 529 060	40 480	54 122	54 122
	13	26 788 739	24 529 480	27 041 499	27 315 481

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2013		Réalizations 2013		Réalizations 2013	Réalizations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale						
Évaluation	1	192 220	179 378	179 378	179 378	135 378
Autres	2	2 300 760	2 279 110	2 352 673	2 352 673	2 372 060
Sécurité publique						
Police	3	3 641 190	3 596 835	3 726 874	3 726 874	3 771 725
Sécurité incendie	4	999 450	1 089 284	1 371 200	1 371 200	1 242 605
Autres	5	24 300	20 379	20 379	20 379	16 017
Transport						
Réseau routier	6	2 719 820	2 877 949	5 128 538	5 128 538	4 582 469
Transport collectif	7	146 140	231 132	231 132	392 066	412 277
Autres	8	336 780	353 482	355 184	355 184	267 590
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	1 997 530	2 036 328	2 875 266	2 875 266	2 511 588
Matières résiduelles	10	1 053 270	1 126 370	1 126 370	1 126 370	904 701
Autres	11	89 970	91 784	97 005	97 005	57 347
Santé et bien-être	12	34 850	24 939	24 939	24 939	27 366
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	1 582 620	1 381 785	1 390 616	1 390 616	1 256 489
Promotion et développement économique	14	1 195 210	1 172 727	1 180 080	1 252 483	1 465 895
Autres	15			10 645	10 645	10 818
Loisirs et culture	16	2 515 320	2 327 536	2 635 373	2 635 373	2 327 494
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	1 500 570	1 409 010	1 409 010	1 410 478	1 350 598
Amortissement des immobilisations	19	3 963 690	3 916 634 (	3 916 634)		
	20	24 293 690	24 114 662	24 114 662	24 349 467	22 712 417

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

